

Document de politique d'UNICEF Canada: Voter pour chaque enfant

Élections fédérales de 2025 au Canada

L'avenir des enfants est mis aux voix

Le succès d'un pays dépend du bien-être de ses citoyens les plus jeunes. Les enfants et leurs familles, au Canada et à l'étranger, sont confrontés à tout un éventail de défis de plus en plus complexes, notamment la volatilité économique, la mauvaise santé mentale et physique, la diminution du nombre de naissances, les bouleversements technologiques et les changements socio-environnementaux. Des politiques et des investissements publics robustes sont nécessaires pour les protéger des conséquences de ces phénomènes. Investir dans les enfants, c'est investir dans l'avenir du Canada.

Au Canada, la situation générale des enfants s'est dégradée ou a stagné ces dernières années, et rares sont les domaines de la vie qui s'améliorent de manière mesurable, alors même que la richesse nationale continue de croître. Avant la pandémie de COVID-19, le Canada se classait au 30^e rang des 38 pays riches en matière de bien-être des enfants et des jeunes, selon le Bilan Innocenti 16 de l'UNICEF. Depuis lors, la santé mentale et physique, le développement, la sécurité et le bonheur général des enfants ne se sont guère améliorés. Au cours des dernières années, la pauvreté et la faim ont gagné du terrain. Malgré la richesse du Canada, nous n'avons pas réussi à garantir les droits fondamentaux de chaque enfant, qu'il s'agisse d'une alimentation nutritive, d'un logement décent ou d'un environnement sain.

Pour créer un pays où les chances sont équitables et l'avenir est prospère, le Canada a besoin de disposer de politiques publiques qui accordent la priorité aux enfants et à leurs familles afin de les aider à s'épanouir dans un monde en pleine mutation. Pour favoriser la sécurité de tous, il est essentiel d'investir dans les enfants par le biais de programmes mondiaux. Des enfants et des familles prospères sont synonymes de communautés vigoureuses, d'une économie solide et d'un Canada puissant.

Des solutions éprouvées existent pour les enfants

Notre histoire a montré que le Canada peut réaliser ce qui semble impossible en faisant preuve de détermination et en privilégiant la collaboration. Au cours des deux dernières décennies, des jalons remarquables ont été franchis au profit des enfants lorsque les gouvernements et la société civile travaillent de concert avec résolution :

Au Canada:

- La baisse des taux de suicide chez les adolescents, qui sont passés d'environ 10 décès par 100 000 adolescents en 2018 à environ 8,4 décès par 100 000 adolescents en 2022.
- La réduction du nombre de familles signalant des difficultés à financer la garde d'enfants, passant de 48,3 % à 41,2 % de 2019 à 2023.

- La chute du taux de pauvreté infantile de 21 % à 18 % de 2017 à 2021, selon l'indicateur MFR-60. Le taux officiel du Canada est passé de 11,7 % à 7,4 % au cours de la même période.

À l'échelle mondiale :

- La quasi-éradication de la poliomyélite, avec 99,9 % des cas éliminés.
- Plus de 2 milliards de personnes ont maintenant accès à de l'eau potable.
- La réduction d'un tiers des retards de croissance chez les enfants de moins de cinq ans.
- Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a atteint son niveau le plus bas jamais enregistré en 2023.

Le travail de protection de l'enfance au Canada et partout ailleurs est loin d'être achevé. Au sein de notre pays, la pauvreté et l'insécurité alimentaire des enfants augmentent, et leur bien-être mental est en chute libre. Le prochain gouvernement du Canada peut intervenir et contribuer à ce que chaque enfant soit en bonne santé, se développe, soit protégé et soit prêt pour l'avenir. Lorsque les enfants s'épanouissent, les familles et les communautés gagnent en force, les pays prospèrent et un avenir riche en perspectives devient possible.

Créer l'équité pour chaque enfant

Parce que les premiers moments sont les plus importants.

Veiller à ce que chaque nouveau-né et chaque enfant adopté puisse disposer d'une période de soins adéquatement rémunérée auprès d'un parent ou d'un tuteur principal.

Les premiers moments de la vie ont des répercussions tout au long de notre existence. Les premiers jours et les premières années de la vie d'un enfant sont les plus critiques pour son développement physique, cognitif, émotionnel et social. Les soins attentifs prodigués par un parent ou un tuteur principal au cours de cette période jettent les bases de la réussite future de l'enfant, car ils permettent de s'assurer qu'il soit bien nourri, qu'il ait accès aux soins de santé et qu'il jouisse de nombreuses occasions de nouer des liens et d'apprendre. Lorsqu'un enfant réussit, c'est tout le pays qui en profite.

La possibilité pour les parents de prendre congé pour s'occuper de leurs enfants est une question d'accessibilité financière. À l'heure actuelle, le Canada offre un certain nombre de congés parentaux rémunérés pour la prise en charge d'un enfant, mais ce n'est pas suffisant. La durée et le niveau d'indemnisation sont trop faibles pour de nombreuses familles, en particulier celles qui sont confrontées à des difficultés économiques. Les conditions d'admissibilité restreintes empêchent plusieurs nouveaux parents d'avoir droit à ce soutien. Par conséquent, environ un tiers des enfants en bas âge sont privés de temps protégé et rémunéré auprès d'un parent ou d'un tuteur principal. En l'absence d'un soutien adéquat, bon nombre de familles sont contraintes de faire un choix difficile

entre assurer le bien-être de leur enfant et chercher ou réintégrer un emploi en raison de pressions financières. Cette situation génère du stress et nuit à la santé mentale de tous les membres de la famille.

Selon le sondage d'opinion réalisé par UNICEF Canada en 2024, les parents affirment qu'ils ont besoin de davantage de soutien pour s'occuper de leurs enfants en bas âge comme ils l'entendent. Sur 2 025 Canadiens (dont 500 parents d'enfants de moins de cinq ans), moins de la moitié des répondants (42 %) estiment que les politiques actuelles du Canada en matière de congé parental reflètent les besoins réels des familles, ce qui met en évidence un décalage important entre les politiques et les réalités auxquelles les parents sont confrontés. Presque toutes les personnes interrogées souhaitent que le congé parental rémunéré s'étende à tous les nouveau-nés, ce qui constitue un rare consensus universel sur l'orientation des politiques publiques.

À l'échelle mondiale, le système de congé parental du Canada est inférieur à la norme. Alors que les dépenses publiques moyennes pour le congé parental s'élèvent à 16 600 dollars américains par enfant dans les pays de l'OCDE, le Canada a investi moins de 13 000 dollars américains dans ce volet en 2019. Le congé parental canadien est plus exclusif et moins bien rémunéré que le congé parental de la plupart des autres pays à revenu élevé.

Il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. Le prochain gouvernement peut réagir en mettant en place un système de congé parental centré sur l'enfant, qui laisse aux familles le choix lorsqu'il est question de s'occuper de leur progéniture. Le congé parental devrait constituer une période bien rémunérée et protégée permettant de prendre soin de chaque enfant, dès la naissance ou l'adoption, peu importe le statut professionnel du tuteur principal ou la nature de son rôle parental, qu'il soit biologique, adoptif, familial ou coutumier.

L'amélioration des revenus pourrait être garantie de manière universelle par le biais d'une prestation de revenu non imposable, accessible à tous, et suffisante pour protéger les enfants contre les privations. L'assurance-emploi pourrait constituer le point d'ancrage optimal pour les parents qui occupent un emploi, mais les conditions d'admissibilité devraient être élargies et la rémunération plus adéquate. Les nouveaux parents devraient avoir droit à un revenu d'emploi à part entière (assorti d'un plafonnement) au moins au cours des six premiers mois du congé parental, avec une rémunération restante égale ou supérieure à deux tiers de leur salaire. Le Canada possède les atouts nécessaires pour mettre en place un système de congé parental de premier ordre accordant aux familles les moyens de faire les choix qui leur conviennent le mieux.

Augmenter les allocations de revenu pour éradiquer la pauvreté infantile.

Après des années de progrès, les taux de pauvreté infantile au Canada sont à la hausse. Depuis de nombreuses années, les allocations familiales et les prestations pour enfants au Canada permettent à ceux-ci de s'affranchir de la pauvreté, mais ces progrès sont en train de régresser. Le taux de pauvreté chez les enfants a augmenté au cours des deux dernières années pour lesquelles des données sont disponibles, et des rapports récents de l'UNICEF et de Campagne 2000 ont révélé que

près de 1,4 million d'enfants vivent dans la précarité. De nombreux parents s'inquiètent de ne pas être en mesure de se procurer les articles essentiels dont ils ont besoin pour garantir à leurs enfants le meilleur départ possible dans la vie.

La prestation canadienne pour enfants n'est plus suffisante pour soustraire les familles à la pauvreté, et de nombreux enfants parmi les plus vulnérables sont carrément exclus de l'aide au revenu. Par exemple, environ 10 % des ménages admissibles ne réclament pas leurs droits, qui dépendent de la déclaration d'impôt sur le revenu. Par rapport à d'autres pays à revenu élevé, l'investissement du Canada en matière de prestations de revenu axées sur les enfants est tout simplement moyen.

Un Canada plus vigoureux et plus résilient consiste d'abord à faire en sorte que tous les enfants puissent grandir en bonne santé, recevoir une éducation et échapper à la pauvreté. Les données internationales démontrent le potentiel d'une solution éprouvée pour libérer les enfants des effets corrosifs et permanents de la pauvreté, soit les prestations de revenu universelles axées sur l'enfant. À cette fin, un supplément de revenu à l'allocation fédérale pour enfants devrait permettre à toutes les familles comptant de jeunes enfants au Canada de passer au-dessus du seuil de pauvreté, en « infléchissant la courbe » des prestations en fonction du gradient de revenu, tout en conservant le caractère universel et progressif de la politique actuelle.

Un rapport publié en 2020 par l'UNICEF et l'Overseas Development Institute révèle que les allocations familiales universelles constituent la norme dans les pays à revenu élevé et la politique publique la plus efficace pour réduire la pauvreté infantile. Les allocations de revenu améliorent le bien-être général, la santé, l'éducation et la productivité future des enfants. Les enfants qui grandissent en bénéficiant de ce soutien sont mieux armés pour contribuer à leur communauté et à l'économie à l'âge adulte, et leurs sociétés économisent les coûts élevés des mesures correctives liées à une mauvaise santé physique et mentale, au manque d'éducation et à l'application de la loi.

Veiller à ce que chaque enfant ait accès à une alimentation saine et nutritive tous les jours d'école.

Au Canada, plus d'un enfant sur quatre est confronté à l'insécurité alimentaire, ce qui nous classe parmi les pays à revenu élevé les moins performants en matière de nutrition infantile. L'insécurité alimentaire est exacerbée par l'augmentation du taux de pauvreté et des défis financiers, rendant de plus en plus difficile l'accès des familles à des aliments nutritifs.

Cela exige une action à tous les paliers de gouvernement. Le Programme national d'alimentation scolaire et les récents investissements provinciaux et territoriaux représentent une avancée positive pour garantir qu'aucun enfant n'ait à endurer la faim au cours d'une journée d'école. Toutefois, compte tenu des niveaux d'investissement actuels, moins de la moitié des enfants bénéficieront des nombreuses retombées positives de ces programmes et trop peu de familles disposeront d'un tel

répit dans leur emploi du temps et leur budget serrés.

Les enfants bien nourris sont plus aptes à apprendre, à grandir et à contribuer à la société. La recherche montre que l'investissement en matière de nutrition infantile contribue à la réalisation des objectifs de la société canadienne en favorisant l'apprentissage et le développement des enfants, en réduisant les coûts des soins de santé physique et mentale à long terme et en stimulant leurs résultats économiques ainsi que la productivité future de la main-d'œuvre.

Le prochain gouvernement devrait s'engager à ce que chaque enfant scolarisé ait accès à au moins un repas sain et nutritif par jour en privilégiant la mise en œuvre durable de programmes alimentaires scolaires universels et accessibles d'un bout à l'autre du pays.

Parce que les enfants ont droit à des gouvernements qui accordent la priorité à leurs intérêts fondamentaux.

Établir une commission indépendante pour les enfants, les jeunes et les familles, garantir un processus budgétaire transparent et adopter une approche axée sur l'enfant afin d'élaborer des politiques publiques robustes à l'égard des enfants et des familles tout en mesurant les progrès accomplis.

Les gouvernements ont la responsabilité de mettre en œuvre des politiques efficaces centrées sur les familles et les enfants. Le Canada compte près de huit millions d'enfants et de jeunes, mais en tant que citoyens sans droit de vote, leurs intérêts sont rarement pris en compte par les autorités publiques.

Comme le révèlent les Bilans Innocenti d'UNICEF Canada, la richesse du pays augmente depuis des décennies, mais le bien-être des enfants ne suit pas le rythme. Une nouvelle équation est nécessaire. Le Bilan Innocenti 19 de l'UNICEF à venir dresse le tableau de la situation des enfants et des jeunes au Canada et propose un programme concret pour le changement à l'intention de la prochaine législature fédérale.

Une commission indépendante pour les enfants, les jeunes et les familles aiderait le gouvernement fédéral à veiller à ce que les intérêts de ceux-ci soient systématiquement privilégiés au sein des nombreux ministères fédéraux qui les concernent, à promouvoir la coordination interministérielle et à favoriser l'adoption de lois, de politiques et de services plus rigoureux qui répondent aux besoins des enfants et des familles.

Un processus budgétaire transparent assurant un suivi explicite des dépenses publiques en faveur des familles et des enfants permettrait au gouvernement fédéral de leur garantir un accès prioritaire aux ressources publiques limitées. Enfin, l'intégration d'une perspective axée sur l'enfance aux nouveaux projets de loi et propositions politiques permettrait de veiller à ce que les décisions du

gouvernement génèrent autant que possible des effets positifs sur les enfants et les familles et évitent les préjudices involontaires.

Parce que le leadership canadien est synonyme de leadership mondial, pour chaque enfant.

S’engager à faire en sorte que les besoins et les vulnérabilités propres aux enfants en situation de crise soient pris en compte dans le cadre d’une intervention humanitaire vigoureuse.

La protection des enfants en situation de conflit est essentielle pour sauver la vie et la dignité de chaque enfant tout en favorisant la paix, la stabilité et le développement. Le leadership canadien se traduit par un engagement visant à protéger les enfants pris dans les conflits par le truchement d’une intervention résolue permettant de répondre à leurs besoins vitaux en cas de crises humanitaires.

Lorsqu’une crise survient, qu’il s’agisse d’une catastrophe naturelle ou d’un conflit, les enfants sont parmi les plus vulnérables et les plus durement frappés. Le Canada doit accorder la priorité à son engagement visant à axer ses interventions humanitaires sur les enfants.

Il est essentiel que notre pays montre l’exemple en défendant les droits humains, car la vie, les droits et le bien-être des enfants sont de plus en plus menacés par les conflits. Plus de 473 millions d’enfants – soit plus d’un enfant sur six dans le monde – vivaient dans des zones en proie à des conflits en 2023, et ce chiffre a augmenté encore en 2024. 2025 peut être l’année où nous nous engageons à inverser cette tendance.

Le Canada à la croisée des chemins

Le Canada se trouve à la croisée des chemins. Les décisions prises aujourd’hui façonneront la qualité de vie des enfants et des familles, ainsi que la prospérité du pays tout entier, dans l’immédiat et à l’avenir. Notre pays dispose des ressources, des connaissances et des capacités nécessaires pour s’imposer en tant que champion du bien-être des enfants, mais il n’y parviendra que si le prochain gouvernement fait des droits et des intérêts véritables de l’enfant un fondement non négociable de la politique gouvernementale. Grâce à des solutions éprouvées, le prochain gouvernement pourra remédier aux tendances inquiétantes, combler le fossé entre les politiques et les réalités de la vie et garantir que chaque enfant jouisse des conditions propices à son épanouissement. Cela exige un leadership audacieux, des investissements judicieux et la volonté de placer les enfants au cœur de l’agenda national :

- Veiller à ce que chaque nouveau-né et chaque enfant adopté, ainsi que son parent ou tuteur principal, ait droit à un congé parental convenablement rémunéré;
- Augmenter les allocations de revenu pour éradiquer la pauvreté infantile;
- Faire en sorte que chaque enfant ait accès à une alimentation saine et nutritive tous les jours d'école;
- Établir une commission indépendante pour les enfants, les jeunes et les familles, garantir la transparence du budget et adopter une perspective centrée sur l'enfant afin d'élaborer des politiques publiques robustes;
- S'assurer que les réponses humanitaires canadiennes tiennent systématiquement compte des besoins et des vulnérabilités propres aux enfants.